

des pays où la coopération scientifique et technologique bilatérale est tout particulièrement active, comme la RFA, le Japon et la France.

Un atelier tenu à Ottawa en collaboration avec le Conseil des sciences du Canada a attiré des représentants de l'industrie, des universités, des gouvernements provinciaux et des organismes fédéraux. Le colloque a marqué le lancement d'une étude ministérielle sur le renforcement de la capacité qu'a le Canada de contribuer aux transferts de technologie à l'industrie canadienne par un meilleur réseau de spécialistes des sciences et de la technologie au sein du service diplomatique. L'étude devait être achevée en 1984.

### Questions nucléaires

Le Canada a procédé à un échange de lettres avec le Japon concernant le retraitement ainsi que le stockage et l'utilisation du plutonium, et il a engagé des négociations avec la Turquie en vue de conclure un accord de coopération. Des discussions ont été menées avec la France et la CEE afin d'élargir ou d'actualiser les relations existantes. Les relations de coopération nucléaire avec la Corée et l'Égypte ont été renforcées par la création de comités consultatifs mixtes et par une série de projets de coopération pratique en matière de réglementation nucléaire, de sûreté nucléaire et de réaction aux situations d'urgence causées par l'irradiation.

Sur le plan multilatéral, le Canada a participé aux activités de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ainsi que de l'Agence pour l'énergie nucléaire. Il a aussi pris part aux préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, maintenant remise à 1986, et de la troisième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui doit se tenir en 1985.

Le marché, bien fourni, a continué de nuire aux exportations d'uranium. La production canadienne d'uranium a atteint un sommet de quelque 8 080 tonnes en 1982. Les données préliminaires pour 1983 révèlent un niveau de production de 7 000 tonnes, dont 90 p. 100 sont destinés à l'exportation. Là encore, nos principaux clients étaient le Japon, l'Europe occidentale et les États-Unis.

Dans le cadre de la politique nucléaire internationale du Canada, notre industrie nucléaire a recherché des débouchés dans un certain nombre de marchés, dont la Corée, la Turquie, la Yougoslavie, l'Égypte et l'Indonésie. Deux réacteurs de puissance CANDU de 600 MW ont été mis en service à Embalse (Argentine) et à Wolsung (Corée) respectivement, et deux unités du même type étaient en construction à Cernavoda, en Roumanie.

### Commercialisation des techniques et des services

Le matériel et les services de télécommunication constituent la fine pointe de notre industrie de haute technicité, et sont de plus en plus en demande dans le monde. Le marché japonais, qui avait été fermé à la concurrence, a commencé à s'ouvrir. L'industrie canadienne, avec l'appui de l'État, s'est mise dans une situation lui permettant de bénéficier des nouveaux débouchés qui se présentent. L'Afrique est restée l'un de nos marchés les plus prometteurs pour le matériel de télécommunication, les pays de ce continent projetant de mettre au point leurs capacités et d'élargir leurs installations. Le ministère a pris l'initiative d'élaborer des stratégies favorisant l'entrée sur les marchés africains.

Malgré la baisse de la demande internationale, nos ingénieurs-conseils ont été parmi les exportateurs de services les plus actifs. Le ministère est aussi venu en aide à d'autres entreprises de services comme des maisons d'architectes et d'arpenteurs, de même que des entrepreneurs.

L'industrie des systèmes d'information a continué d'accroître ses exportations sur les grands marchés, notamment les États-Unis, l'Europe, l'Australie et le Japon. Nos micro-ordinateurs ont grandement retenu l'attention en Scandinavie, tandis que notre participation à un séminaire sur la haute technologie en Australie et à un salon de l'ordinateur en RFA a ouvert des débouchés. Le système Télidon, qui marque notre entrée sur le marché du vidéotexte, a été choisi pour cinq des six grands services de nouvelles qui seront offerts en 1984 aux États-Unis, de même que pour trois services au Japon et deux en Australie.

La suppression de la réglementation aux États-Unis et la sensibilisation croissante des Canadiens aux possibilités et aux difficultés inhérentes à la civilisation de la micro-pastille ont permis de mieux concentrer l'attention sur les objectifs prioritaires pour ce qui est de la commercialisation des produits de haute technologie.

### Expansion du commerce

La compétitivité accrue du marché international a nécessité la mise au point d'un programme pan-national d'expansion du commerce. Notre Bureau de la commercialisation des exportations a servi de mécanisme central de planification, de coordination et d'évaluation des démarches en vue de favoriser les exportations. Certains de ses programmes ont été consacrés à l'incitation au commerce d'exportation. Le Programme des projets de promotion (foires et missions commerciales) et le PDME, qui disposent ensemble d'un budget annuel de 40 millions de dollars, ont été considérés par les exportateurs canadiens comme d'importants moyens de relever nos parts des marchés étrangers.

Le bureau a publié des plans d'expansion des exportations canadiennes sur certains marchés prioritaires et a fourni son appui à un certain nombre de centres d'études en administration internationale, ainsi qu'au Centre de recherches sur les relations commerciales internationales du Conference Board du Canada. Il a servi de secrétariat au Groupe de travail sur les maisons de commerce et a été le point de coordination pour les questions de commerce de contrepartie.

Les relations avec d'autres ministères intéressés par le commerce international (surtout le MEIR) ont été coordonnées par le bureau. Ce dernier était responsable au premier chef des questions d'expansion commerciale intéressant les ministères provinciaux du Commerce et il a fourni des services de secrétariat à la Commission pour l'expansion du commerce extérieur.

La liaison opérationnelle avec la SEE sur les questions de financement et d'assurance des exportations a constitué l'une de ses grandes activités, tout comme la liaison avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et la Corporation commerciale canadienne, ainsi que les pratiques de passation de marchés des banques de développement et des organismes multilatéraux.

Le bureau avait la responsabilité du Mois des exportations canadiennes. Lors d'une rencontre fédérale-provinciale, les ministres du Commerce ont endossé avec enthousiasme le